

Octobre 2009

## Quand est-on prêt, militairement parlant, en vue de situations comportant des dangers et risques sérieux? Quelques exemples éloquentes tirés de l'histoire des conflits.

Par Dominique Brunner, Colonel EMG



## Quand est-on prêt!

En songeant au problème discuté dans ces lignes, on pourrait être tenté de conclure que l'on n'était souvent pas prêt au début de conflits sérieux, en tout cas que l'on n'avait pas prévu la durée des combats, de la guerre, des pertes qu'elle causerait, bref, que l'on n'avait pas apprécié correctement l'enjeu. Le déroulement des opérations, des guerres incline à cette interprétation dans nombre de cas. En principe, on ne pourrait affirmer avoir été prêt, avoir tout prévu ou avoir réagi en temps voulu à des situations que des circonstances difficilement prévisibles avaient engendrées, que si les objectifs que l'on s'était fixés d'entrée en jeu avaient été atteints. Donc, lorsque l'on avait été l'attaquant on aurait réalisé ses buts essentiels. On aurait imposé sa volonté à l'adversaire, celui-ci étant forcé d'accepter les termes du vainqueur. Au contraire, si l'on pratiquait une stratégie défensive, on aurait forcé l'agresseur à arrêter ses opérations sans avoir atteint ses buts, on lui aurait infligé de sérieuses pertes, on aurait remporté une victoire défensive.

### Quel critère choisir?

Ces premières réflexions font apparaître un problème essentiel: celui de la définition du critère selon lequel on serait prêt – ou pas. Nous avons proposé de choisir comme critère le fait d'avoir atteint le but de la guerre ou des opérations: celui qui a réalisé les objectifs fixés au début des hostilités était prêt. Mais ce critère n'est pas dénué de risques. D'abord, il y a la difficulté de connaître la vérité, toute la vérité quant aux objectifs que s'étaient fixés les hauts responsables des gouvernements et des forces armées au début des hostilités ou d'une crise. Ensuite, il y a le fait que les responsables n'ont parfois pas suffisamment pesé le pour et le contre de la décision qu'ils allaient arrêter. Ou qu'ils n'ont pas mesuré la portée des décisions qu'ils prenaient, les conséquences qu'elles étaient susceptibles d'entraîner, par manque d'information, de savoir, de prescience.

Au sujet du premier obstacle, faire la lumière sur les vraies motivations, réflexions et jugements des acteurs qui comptent: Les personnalités de premier plan, dont il s'agit, sont parfois soucieuses de transmettre une image flatteuse, en tout cas intacte de ce qu'ils ont accompli à la postérité. Les contradictions entre les interprétations des événements décisifs dans une campagne militaire que les mémoires des grands hommes – parfois se sont des femmes, impératrices, reines, maîtresses – font souvent apparaître, sont imputable, entre autres, à un amour propre exagéré. En cas d'échec on avait émis des réserves à temps, mais n'avait pas été entendu, en cas de succès, on avait toujours su que la décision prise était juste.

Un exemple concluant est fourni par les tentatives de se disculper des responsables qui s'écartèrent, fin août, début septembre 1914, du plan stratégique légué au Grand Etat-major allemand par le maréchal von Schlieffen. Le «plan Schlieffen» prévoyait que l'aile droite des armées allemandes contournerait d'abord Paris à l'Ouest pour se diriger ensuite, au Sud de la capitale, vers l'Est, enveloppant ainsi les Français qui étaient aux prises avec le gros des Allemands lesquels attaquaient du Nord et Nord-Est. Ainsi un «Cannae» – référence à la bataille gagnée par Hannibal Barca le 2 août 216 a.C., où 45 000 soldats romains périrent – de gigantesques dimensions aurait été réalisé. Mais, pour des motifs controversés jusqu'à ce jour, l'aile droite allemande, qui poursuivait la 5<sup>e</sup> Armée française, contournait Paris au Nord-Est, offrant le flanc à la 6<sup>e</sup> Armée française, fraîchement constituée, et à la garnison de Paris. Ce fait explique l'ordre du généralissime Joffre du 4 septembre 1914 de faire volte-face et de contre-attaquer.

La contre-offensive devait conduire à la victoire franco-britannique de la Marne quelques jours plus tard. Le sursaut de l'armée française a non seulement sauvé le pays, mais très vite mis un terme à la guerre de mouvement sur le front occidental, jusqu'à 1918.

### «A bridge too far»

Les mémoires du Field-Marshal Montgomery fournissent un exemple du contraire, une preuve d'honnêteté au sujet de l'échec d'une opération de vaste envergure qu'il avait conçue. Elle était destinée à créer des conditions favorables en vue d'une poussée rapide en direction de la Ruhr et, par la suite, vers Berlin. Montgomery estimait que l'essentiel, la fin de la guerre en Europe, serait plus vite atteint qu'avec la «broad front strategy» favorisée par les Américains. Cette opération, baptisée «Market Garden», effectuée à partir du 17 septembre 1944, consistait en une offensive simultanée de forces aéroportées et terrestres avec mission de gagner le Rhin, le «Neder Rijn», à Arnhem. Montgomery écrivait: «La caractéristique essentielle du plan était de jeter un tapis d'unités aéroportées

sur les cinq barrières fluviales les plus importantes sur l'axe Eindhoven, Uden, Grave, Nijmegen, aboutissant à Arnhem. Le 30<sup>e</sup> corps d'armée de Horrocks avait ordre de progresser sur l'axe du tapis, de rejoindre la 1<sup>re</sup> division de parachutistes britanniques à Arnhem et par la suite d'assurer une tête de pont sur le Niederrhein au Nord. La 2<sup>e</sup> Armée devrait alors prendre position entre Arnhem et le Zuider Zee, regardant à l'Est, pour être en mesure d'attaquer le flanc Nord de la Ruhr. Parallèlement à la progression du 30<sup>e</sup> corps sur l'axe du tapis, deux autres corps d'armée seraient chargés d'élargir le corridor, le 8<sup>e</sup> corps d'armée de O'Connor à l'Est et le 12<sup>e</sup> corps d'armée de Ritchie à l'Ouest.»

La 1<sup>re</sup> division de parachutistes engagée le plus au Nord, à Arnhem, avertissait dans la nuit du 24 sep-



*Troupes en marche pour Arnhem*



*Field-Marshal Montgomery*

tembre qu'elle ne pourrait tenir ses positions que jusqu'au 25 septembre. Elle était épuisée tant au point de vue des effectifs de combattants que de la logistique. Or, les divisions qui attaquaient au sol avec mission de tendre la main à la 1<sup>re</sup> division aéroportée n'avaient franchi que la moitié de la distance qui les séparait de Arnhem ... La 1<sup>re</sup> division de parachutistes britanniques fut virtuellement détruite, 2000 blessés durent être abandonnés, ils tombèrent aux mains des Allemands, qui d'ailleurs les traitèrent correctement. Dans ses mémoires Montgomery reconnaît ses erreurs d'appréciation qui devaient conduire à cette tragédie, tout en maintenant que l'idée à la base de l'opération était juste, ce que tant Eisenhower que Bradley approuvaient.

### **Manque de clarté quant à l'objectif de la guerre, des opérations**

Deuxième fait, plus important, c'est que les responsables aux échelons déterminants, notamment politiques, souvent n'étaient pas sûrs quant aux objectifs qu'il fallait se fixer. Ils hésitaient, placés devant le devoir de définir ce que l'on devait défendre en toute circonstance, ce que l'on devait gagner, quel qu'en soit le prix.

Adolf Hitler a déclenché avec l'attaque contre la Pologne la Seconde guerre mondiale, mû par des idées

de grandeur de l'Allemagne, avec le but d'établir la suprématie allemande sur le continent européen, mais sans plan stratégique réfléchi et sérieux. Le résultat est connu: 27 nations furent entraînées dans la tempête; 92 millions d'hommes et de femmes furent mobilisés; 50 millions furent tués; si on tient compte des décès indirectement dus aux hostilités, ce sinistre bilan double. Nombre d'Allemands espéraient que la guerre avec l'Angleterre pourrait être évitée, Hitler en faisait partie; illusion grave après l'agression allemande de la Pologne. Cela rappelait l'espoir nourri par l'Empereur Guillaume II en 1914, que l'Angleterre puisse passer outre à l'attaque allemande de la Belgique, laquelle ne laissait d'autre choix aux Britanniques que l'entrée en guerre aux côtés des Français et des Russes. Guillaume s'est écrié durant la guerre: si quelqu'un m'avait dit à temps que l'Angleterre prendrait les armes contre nous! Alors que les Allemands devaient être avertis que le Royaume Uni ne pourrait tolérer ni l'occupation de la Belgique et la mainmise sur la côte belge, ni une hégémonie allemande sur le continent après une victoire contre la France et la Russie.

### **Août 1914: Légèreté coupable des puissances européennes**

On peut affirmer que rarement les objectifs stratégiques n'avaient été si peu réfléchis au moment du déclenchement d'une grande guerre moderne. L'interaction de divers mécanismes rendirent la catastrophe inévitable. D'abord le mécanisme des alliances: L'un entraînait en guerre parce que l'autre, son allié, agissait de même. L'Allemagne à cause de l'Autriche-Hongrie, la France à cause des engagements pris à l'égard de la Russie, l'Angleterre pour honorer l'alliance cordiale avec la France, la même Angleterre en raison du viol par les Allemands de la neutralité belge. Ensuite les exigences de la mobilisation: La Russie avait besoin de plus de temps pour mobiliser, elle ne pouvait pas attendre, comme l'exigeaient les démarches diplomatiques visant à éviter le pire. L'Allemagne, quant à elle, voulant se prémunir contre «le rouleau compresseur» russe, se devait de mobiliser à temps, tandis que l'Etat-major français posait des conditions similaires.



Mobilisation 1914

C'est ainsi que les puissances européennes basculèrent dans une aventure qui en fit les perdants – exceptés les Etats-Unis qui n'entrèrent en guerre qu'en 1917. Les renforts américains – en juillet 1918 on comptait en France près d'un million et demi de soldats américains – firent pencher la balance décisivement en faveur des alliés occidentaux. La Première guerre mondiale a irrémédiablement ébranlé la suprématie de l'Europe dans le monde. De plus, les pertes humaines et matérielles engendrèrent l'état d'esprit et les difficultés, notamment économiques, qui devaient préparer la Seconde guerre mondiale.

### **Les résultats d'opérations conduites avec des moyens classiques ne sont souvent que difficilement prévisibles**

Malgré les difficultés inhérentes à la tentative de mesurer la préparation à la guerre aux objectifs de celle-ci, il est possible de se prononcer dans les cas concrets. Quelles sont les conditions qui doivent être remplies – à vue humaine – pour que le succès soit vraisemblable? Naturellement, ces conditions varient selon les caractéristiques de la guerre dont il s'agit. Des opérations dans le désert du Sinaï ou dans le Golan, comme Israël et ses voisins Arabes les ont conduites en 1956, en 1967 ou 1973, donc dans un

environnement presque pas habité, obéissent à d'autres règles que les combats qui se déroulent dans des secteurs densément peuplés. Celles-là supposent des troupes entraînées, endurcies, des chefs donnant l'exemple et compétents, une logistique à toute épreuve, notamment en ce qui concerne l'acheminement des munitions, des armes correspondant à l'environnement et aux moyens de l'adversaire. La guerre se déroule sous sa forme authentique, où les troupes se rencontrent comme des points dans l'espace, comme dans l'Antiquité, où il y n'a pas de fronts continus et où, souvent, les combats sont livrés à l'écart des villes.

Tout événement guerrier sur sol suisse obéirait à d'autres règles, et il en irait de même au centre de l'Europe. Car là il s'agirait de mener le combat dans des régions densément peuplées, parmi la population, au bord ou dans des agglomérations, dans des secteurs comprenant des installations industrielles, des infrastructures vulnérables. Des troupes aptes au combat, bien commandées, à elles seules ne suffisent pas: la population doit être protégée, selon les circonstances nourrie, soignée, mise en mesure de tenir, moralement et physiquement, de ne pas céder à la panique. Et cette population n'est pas habituée à des situations extrêmes, à la faim, au froid, à se passer de toute sorte de confort, qui semble aujourd'hui tout naturel! Certes, les conditions de vie durant la Seconde guerre mondiale dans les pays touchés par la guerre signifiaient une perte de qualité de vie, comme on dirait de nos jours. Mais le contraste entre l'état de paix et la guerre n'était, avant 1939, en aucun cas aussi dramatique que le serait la différence entre la vie dans la société de consommation de l'Europe d'aujourd'hui et la réalité de la guerre moderne.

Etre prêt n'exige pas, dans le cas de notre pays et de pays comparables, seulement un armement et équipement adéquats, un degré d'entraînement des troupes élevé, discipline et esprit de corps, mais également une population qui ne cède pas à la panique, qui s'adapte aux conditions, qui se garde d'en-



*Opération Barbarossa: Des fantassins allemands à l'attaque en 1941*

traver l'action des troupes, qui ne les démoralise pas, qui est animée de la volonté de tenir. Que ces conditions sont dans des Etats démocratiques, de droit, de peuples habitués à la liberté individuelle, extrêmement exigeantes ne saurait être sous-estimé. Il faut avoir présent à l'esprit que les populations des deux adversaires qui ont le plus souffert durant la Seconde guerre mondiale, les Russes et les Allemands, vivaient sous des régimes totalitaires et brutaux. Michael Morozow écrivait dans son ouvrage «Die Falken des Kremls» en 1982, au sujet de la situation de l'Union soviétique à l'été 1941 face à l'attaque allemande: «Alors que les fronts de Timochenko (le chef d'Etat-major de l'armée soviétique) s'effondraient, l'Etat policier de Berija restait maître de la situation (Berija était le chef de la police secrète, omniprésente, le NKWD, devenu après la guerre le KGB). On ne décelait aucune trace de mutinerie, de désordre dans les vastes espaces de l'Union soviétique. Déjà deux jours après

le début de la guerre des bataillons «de destruction» étaient mis sur pied dans les régions menacées de l'Ouest pour combattre les espions, les parachutistes et autres agents de l'ennemi sous le commandement de «collaborateurs des organes». Jusqu'à fin juillet, Berija organisait, avec l'appui du secrétaire du comité central Malenkov, qui recrutait les commissaires politiques pour les bataillons parmi les secrétaires du parti, 1755 bataillons avec un effectif de 328 000 hommes.» Nous partons du point de vue que les méthodes de la SS et de la Gestapo durant la guerre sont connues.

Quand il est question d'être prêt à affronter les aléas de la guerre, cet aspect – désagréable – ne doit pas être passé sous silence. Naturellement, une grande partie de notre population s'identifie à notre Etat et sait faire preuve de discipline. Mais à la guerre le phénomène de panique est fréquent. Et qui est censé le maîtriser? L'organisation de la protection civile? La police? Ou la troupe? Tant que les cantons, ou la plupart d'entre eux, n'auront pas la volonté de se préparer à des situations graves, dépassant naturellement la gravité des événements envisageables lors de tumultes assez anodins en marge de manifestations sportives ou des débordements causés, par exemple, par des manifestations à l'occasion de conférences internationales, les responsables politiques choisiront hélas la voie du moindre effort et laisseront l'armée «se débrouiller». J'ai fustigé cette inertie des cantons à la veille des championnats européens de football 2008, se déroulant en Suisse. A l'époque on a eu recours à des pays voisins, la France et l'Allemagne, pour être en mesure de dominer des situations sérieuses – qui ne se sont pas présentées – grâce à leurs forces de police de choc. En agissant ainsi, la Suisse met en péril sa crédibilité!

Les problèmes résultant de la difficulté de définir les critères décisifs qui font qu'on est, à vue humaine, prêt à un conflit armé, ou pas, sont évidemment liés aux problèmes auxquels se heurte la tentative de prévoir le cours des événements militaires. Dans la

guerre classique, conventionnelle, il est souvent très difficile de juger à l'avance comment les choses se dérouleront. Car le succès, la victoire, dépend dans cette forme de guerre de nombreux facteurs. Leur poids, et le résultat de leur interaction, sont souvent imprévisibles.

### La relation entre les opérations et la tactique

Quelle est la valeur relative de la tactique par rapport aux opérations, de la capacité offensive comparée à la capacité défensive? A la veille de la Première guerre mondiale on portait des jugements erronés, notamment en France, sous influence des théories du colonel de Grandmaison, professeur à l'Ecole de Guerre, qui prônait «l'offensive à outrance», sur la valeur relative de l'offensive par rapport à la défensive. On sous-estimait l'effet combiné du feu des mitrailleuses et de l'artillerie, ce qui explique essentiellement les lourdes pertes françaises, 320 000 hommes en août et septembre 1914. Dans cet ordre d'idée, il n'est pas étonnant qu'on se soit trompé sur la relation entre les opérations et le niveau tactique. Dans les premières années de la guerre de 14-18, sur le front de l'Ouest, la mobilité des troupes sur le champ de bataille était très limitée, en raison de l'effet des mitrailleuses et de l'artillerie, lesquelles pouvaient clouer au sol l'infanterie adverse, alors qu'en dehors du champ de bataille, la mobilité était élevée. Des troupes pouvaient être acheminées par chemin de fer et, de plus en plus, par camion relativement rapidement d'un secteur du front à un autre, ces mouvements ne pouvant pas être interdits avec les moyens militaires de l'époque, parce que l'aviation n'en était qu'à ses débuts (ce qui devait radicalement changer à partir 1939/40). Quand la défense risquait d'être submergée dans un secteur du front – lequel s'étendait de la frontière suisse à la Mer du Nord –, des renforts pouvaient être régulièrement jetés en avant, le front stabilisé avant que l'attaquant n'ait percé. Cela ne devait changer qu'à partir du moment où des blindés, des «tanks», comme on disait à l'époque, furent disponibles et engagés en masse.

### La guerre classique reste difficilement prévisible

Il serait injuste et trop facile d'accuser les chefs militaires de l'époque de légèreté et d'incompétence, qui, devant la nécessité politique et stratégique de vaincre, ordonnaient des offensives qui aboutissaient à un gain de terrain dérisoire au prix de milliers de morts – bien que certains de ces chefs auraient mérité d'être traduits en justice. Le général Pétain, qui n'avait jamais partagé l'enthousiasme suscité par la doctrine de «l'offensive à outrance», prêchée par ses camarades de l'Ecole de Guerre, qui était soucieux de la vie de ses hommes, inaugura une tactique, non plus de grandes offensives, mais de courtes poussées de l'infanterie précédées du feu intense, mais bref, de l'artillerie. La méthode porta ses fruits, peu de pertes, mais des avances appréciables dans le terrain.

Mais, à la lumière de ce que l'on a observé au sujet de campagnes plus ou moins représentatives de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, on ne peut pas honnêtement affirmer que l'issue de ces confrontations récentes aient été faciles à prévoir. Qui a prédit, à temps, que la machine de guerre impressionnante des Américains au Vietnam aboutirait, après de durs combats livrés contre l'armée du Nord-Vietnam communiste et contre la guérilla du Viêt-Cong, de 1965 à 1973, à un cessez-le-feu, disons honorable, mais que, quelque deux ans plus tard, la République du Vietnam du Sud, l'enjeu qui avait incité les Etats-Unis à engager un demi-million d'hommes dans ce théâtre d'opération, s'effondrerait comme un château de cartes? Qui était sûr que la campagne menée par la coalition de dizaines de nations, forte d'un demi-million de soldats, sous direction américaine, agissant sur mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU pour la libération du Koweït, durerait environs six semaines en 1991, marquées par une offensive aérienne d'une efficacité sans précédent, chasserait l'armée irakienne du territoire du Koweït, lui infligeant des pertes cuisantes, et ne subirait que des pertes légères, quelque 300 morts? On disait de l'armée irakienne à l'époque de son attaque contre

le Koweït, le 2 août 1990, qu'elle était une des armées les plus redoutables au monde. Le commandant en chef de la coalition, le général Schwarzkopf, estimait en août 1990 que la libération du Koweït exigerait une préparation de huit à douze mois ... Effectivement, l'opération «Desert Storm» fut déclenchée le 17 janvier 1991, donc après seulement cinq mois et 16 jours. Il suffit de se référer aux commentaires des médias avant et pendant «Desert Storm» pour mesurer les difficultés inhérentes aux pronostics concernant le déroulement des conflits armés classiques, même à notre époque.

En revanche, on aurait peine à contester le bien-fondé des deux interventions armées des Américains et d'alliés de l'OTAN, 1995 en Bosnie, en 1999 au Kosovo, qui ont permis de mettre un terme à cette sorte de guerre civile yougoslave caractérisée par des cruautés qu'on avait plus connues depuis la Seconde guerre mondiale. Quant à la menace la plus dramatique, c'est-à-dire une confrontation sérieuse en Europe, notamment entre 1970 et 1989, à une époque où le Pacte de Varsovie détenait des atouts redoutables, plus particulièrement en matière chars et d'artillerie, qui lui auraient peut-être permis, s'appuyant sur sa supériorité en fusées nucléaires à portée moyenne, de dissuader l'OTAN d'avoir recours aux armes nucléaires tactiques, l'issue d'une telle guerre «classique» aurait été très incertaine.



*L'arme nucléaire a un effet dissuasif*

### **Au niveau nucléaire, l'aptitude à la guerre est à l'avance prévisible**

C'est que la guerre conventionnelle dépend essentiellement d'actions humaines, de troupes, de chefs et de soldats, de ceux qui la conçoivent, la planifient, la conduisent et la livrent. Naturellement, le progrès technique fournit des armes de plus en plus efficaces quant à leur effet destructeur, leur portée, leur précision, indépendamment des conditions atmosphériques, de la lumière, nuit et jour, des moyens de communications qui permettent de contacter le combattant individuel, de diriger des unités à grande distance. Mais la guerre «classique» livrée au sol ne connaît pas, à vrai dire, de déroulement automatique, demeure aléatoire, parce que des facteurs comme le terrain, la vue, la température influencent le combat, mais principalement le et les combattants. Le facteur humain reste dans la plupart des cas décisif, en tous cas important.

Le général André Beaufre a résumé la différence entre la dissuasion de la guerre conventionnelle et de la guerre nucléaire: la première résulte «de la dialectique des espérances de succès», la seconde «de la dialectique deuxièmes frappes (nucléaires)». D'où l'efficacité incertaine de la dissuasion classique, vérifiée par l'histoire. Au contraire, la dissuasion produite par la menace crédible, parce que calculable en détail, de l'utilisation de l'arme nucléaire ne peut faire de doute. Elle est donc efficace, ce dont témoigne une expérience de soixante-quatre ans, depuis août 1945, les deux premières et dernières bombes atomiques ayant été utilisées en guerre. L'espoir, ou le calcul atavique, selon lequel la guerre, à condition d'être vainqueur, est «payante», offrant gloire, butin, annexion, soumission du vaincu, n'a été réprimé ou en tous cas ébranlé que par «la certitude des destructions qu'entraînerait l'emploi des armes nucléaires, puisque l'on ne peut s'en protéger que de façon très incomplète. L'arme nucléaire représente donc une capacité de destruction d'une échelle suffisamment large pour qu'on ne puisse ni la négliger ni douter des ravages considérables qu'elle ne manquerait pas de produire» (général Beaufre, «Dissuasion et Stratégie», 1964).



Dans le cadre d'un duel nucléaire, donc de deux adversaires munis de ces armes, on dépend d'une capacité de «deuxième frappe», crédible, c'est-à-dire garantissant, quelles que soient les circonstances de l'attaque subie, des destructions intolérables pour l'adversaire. Après une période de quelque dix années suivant les premières explosions de bombes atomiques en 1945 «on en vint à découvrir, pour citer Beaufre, que la capacité de riposte était la clef de la dissuasion nucléaire, tandis que l'aptitude à réduire la riposte était la clef de l'initiative nucléaire». C'est le caractère en détail calculable des répercussions de l'engagement de ces armes qui explique l'efficacité de la menace nucléaire, donc de l'effet dissuasif en résultant.

Tant que les adversaires – potentiels – détiennent cette capacité de «deuxième frappe», en d'autres termes de réaction assurée, intolérable pour tout gouvernement quelque peu rationnel et responsable, ces adversaires reculeront devant une attaque avec des armes nucléaires contre l'autre ou les autres puissances nucléaires. L'histoire de l'ère atomique le prouve.

Pour illustrer cette «capacité» de destruction en riposte à une attaque, citons le secrétaire à la défense des Etats-Unis, James Schlesinger, en 1974: «Je peux affirmer que les Etats-Unis resteraient, en 1974, capables, après avoir subi une attaque plus meurtrière que ce notre adversaire potentiel serait, selon notre opinion, en mesure de lancer, de détruire plus de 30% de la population de l'Union soviétique et plus de 75% de son industrie.»

### Une mise-garde s'impose

Naturellement, il faut insister sur une condition préalable d'une importance capitale: nous supposons des acteurs agissant rationnellement! Les cinq premières puissances disposant de ces armes, les Etats-Unis, l'URSS/Russie, la Grande-Bretagne, la Chine et la France, ont apporté la preuve de cette rationalité durant une période de tensions graves entre l'Ouest et l'Est, de contradictions politiques fondamentales, et

plus particulièrement de risques à ne pas sous-estimer lors du démembrement de l'empire soviétique.

On peut être saisi de doutes quant à la garantie de rationalité des derniers pays en date qui ont accédé au rang de «puissance nucléaire». Israël, l'Inde et le Pakistan sont mêlés à des conflits qui remontent à leur création en 1947/48, Israël avec ses voisins arabes, l'Inde et le Pakistan entre eux. Plusieurs guerres en furent la conséquence, celles concernant Israël se révélèrent très dangereuses, en particulier la guerre d'octobre 1973, déclenchée par l'Egypte et la Syrie. Elle a menacé d'escalader à une confrontation entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Les puissances occidentales doivent évidemment s'efforcer de contrôler les conflits susceptibles de dégénérer en confrontation sérieuses entre ces pays où l'un ou l'autre serait tenté d'avoir recours à l'arme suprême. Cela suppose que les puissances occidentales soient disposées à user non seulement de leur influence diplomatique, mais encore, en dernière instance, de moyens militaires, adaptés à l'enjeu, pour prévenir l'escalade au niveau nucléaire des actions de ces «petits» trouble-fêtes. C'est d'autant plus valable pour des régimes autoritaires, à suspecter de décisions irrationnelles, comme l'Iran et la Corée du Nord.

### Deux exemples historiques

Au sujet de la Première guerre mondiale: On était à la veille de cette guerre préparé à la faire. Mais, quelle guerre, et de quelle durée? L'opinion qui prévalait dans les états-majors, dans les hautes sphères de la politique, dans une partie de l'opinion publique était qu'il s'agirait d'une guerre de courte durée. Barbara Tuchman écrit dans son remarquable livre «The Guns of August» (1962) qu'on était de part et d'autre persuadé cette guerre serait brève. Les Allemands s'accommodaient de l'ultimatum britannique, provoqué par l'ultimatum allemand adressé à la Belgique, parce qu'ils s'attendaient à une guerre courte. L'Etat-major allemand escomptait l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Il n'attribuait pas d'importance majeure à cette perspective étant donné qu'il prévoyait que la

guerre serait terminée après quatre mois ... Clausewitz, un Prussien mort depuis longtemps, et le professeur Norman Angell, un contemporain, avaient accredité le concept d'une guerre courte. Une vic-



*La guerre des tranchées: Les mois se transformaient en années*

toire décisive, remportée en peu temps, c'était l'idée orthodoxe des Allemands; l'impossibilité d'une longue guerre était l'opinion orthodoxe que presque tous partageaient. «Vous serez de retour avant que les arbres ne perdent leurs feuilles», déclarait le Kaiser à des soldats qui portaient au front.

Il y avait néanmoins trois personnages importants qui craignaient, non sans raison, que cette guerre ne soit bien plus longue. Moltke, le chef d'Etat-major allemand, prévoyait une lutte s'étendant sur des années. Joffre était très sceptique quant à la perspective d'une guerre courte. Aux questions de ministres, il avait répondu en 1912 que si la France gagnait les premières batailles, la résistance nationale allemande serait aiguillonnée, et vice versa. D'autres pays seraient entraînés dans la lutte et il en résulterait une guerre d'une durée indéterminée. Le troisième, le ministre de la guerre de Grande-Bretagne, Lord Kitchener, qui n'avait pas participé à la préparation de la guerre, allait agir en accord avec son expérience de chef de guerre. Il avait écrasé le

soulevement de fanatiques islamistes au Soudan et servi comme chef d'Etat-major de l'armée britannique en Afrique du Sud dans la guerre des Boers. Il annonçât d'emblée que la guerre durerait trois ans. A un collègue incrédule il rétorqua qu'elle pourrait même durer plus longtemps. Une nation comme la nation allemande, disait-il, ne céderait, après avoir déclenché les hostilités, qu'après avoir été battue sur toute la ligne.

Puisqu'on s'attendait à de courtes hostilités, on n'était pas préparé à un conflit de longue durée, une vérité digne de La Palice. La France manquait d'artillerie lourde en quantité suffisante, la Russie de même. Les réserves de munitions n'étaient nulle part à la hauteur de la demande. Le manque éclatant de prévoyance fut d'abord compensé par le sacrifice de vies humaines! Ensuite, l'Etat dût réglementer mille choses pour assurer la survie des nations, s'occuper de domaines qui auparavant relevaient de l'initiative privée, individuelle. Un certain degré de dirigisme, d'étatisme que toutes les démocraties occidentales connaissent, doit bien plus être attribué à l'expérience et aux nécessités de la guerre qu'à l'influence des idéologues de gauche.



*Moshé Dayan avec la présidente du conseil des ministres Golda Meir pendant la guerre de Yom Kippur 1973*

### Autre exemple éloquent: La guerre du Yom Kippur du 6 au 25 octobre 1973 entre Israël et l’Egypte et la Syrie

En l’occurrence, il s’agit de déterminer pourquoi on se laisse surprendre par une attaque d’adversaires que l’on connaît de longue date. Le 6 octobre 1973, exploitant la trêve dictée à Israël par la célébration religieuse «des jours de la pénitence», le Yom Kippur, les forces égyptiennes et syriennes déclenchaient leurs offensives bien coordonnées sur le front du Canal de Suez et du Golan autour de 1300 heures. Les forces israéliennes furent d’abord mises à la mal sur les deux fronts, mais résistèrent, principalement les brigades qui faisaient face sur le Golan à un adversaire bien équipé et numériquement largement supérieur. Le commandement israélien, le cabinet de la Première ministre, Mme Golda Meir, était-il dans l’ignorance de ce que les s’attendait? Nullement! Les responsables du côté israélien étaient au courant de tout ce qui concernait les préparatifs de leurs ennemis. Le 26 septembre 1973, le ministre de la défense, le général Dayan, inspectait les troupes sur les hauteurs du Golan. Comme le relate l’analyse du «Sunday Times»

Insight Team (Insight on the Middle East War, 1974), Dayan se montra très alarmé, ce qui l’incita à donner deux ordres: Premièrement, il mit les troupes des deux fronts en état d’alerte. Et il achemina, en renfort de la brigade blindée sur le Golan, une deuxième brigade blindée. Il a peut-être sauvé Israël en prenant ces décisions, car ces 177 chars tinrent bon face à deux vagues de chaque fois 400 chars syriens les 6 et 7 octobre jusqu’à l’arrivée des premiers renforts israéliens. Comment expliquer que les Israéliens aient été surpris? Henry Kissinger, alors secrétaire d’Etat des Etats-Unis, qui a dominé cette crise très dangereuse et contribué à jeter les bases du rapprochement ultérieur entre Israël et l’Egypte, écrit dans «Years of Upheaval»: «Au point de vue des faits personne n’a commis d’erreur.» Américains, Israéliens, à en pas douter les Soviétiques, avaient suivi dans le détail le déploiement, la montée en ligne des adversaires d’Israël. Les Américains avaient lancé un satellite d’observation, couvrant le Moyen-Orient, le 27 septembre. On ne pouvait ignorer ce qui se préparait. La réponse est simple, si simple qu’on a peine à y croire: ni les Israéliens, ni les Américains croyaient que les Egyptiens et Syriens «oseraient» attaquer un adversaire qui les avait systématiquement battus depuis 1948 dans trois guerres!



*La population civile est toujours le plus touché*



## SOCIÉTÉ DE POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET D'ÉTUDES MILITAIRES

### Nos objectifs

La société de politique de sécurité et d'études militaires et ses membres entendent

- confirmer que la Suisse doit, à l'avenir aussi, rester un espace suffisamment protégé au plan militaire,
- expliquer qu'une participation efficace de la Suisse à la stabilisation, à commencer par celle de l'environnement européen, nécessite une politique de sécurité suisse crédible, prévisible et globale,
- insister sur le fait que la Suisse doit, pour continuer à exister et à prospérer, rester ferme sur sa politique de sécurité, non seulement en tant qu'Etat, mais aussi en tant qu'entité économique, pôle intellectuel, nation industrielle et place financière,
- affirmer qu'une Suisse sûre doit disposer de moyens appropriés pour sa politique de sécurité,
- montrer ce qui est nécessaire en matière de résolution dans la conduite, de compétence, de formation, d'armement et d'organisation pour disposer d'une armée efficace et crédible dans le cadre d'une démarche intégrale d'affirmation de soi,
- tout faire pour que les futures réformes de l'armée de milice et de sa doctrine d'intervention concordent avec ces postulats.

### Nos actions

Depuis 1956, la société et ses membres poursuivent ces objectifs par un travail d'information prenant la forme d'études, d'articles techniques, de publicité et de prises de position (cf. [www.vsww.ch](http://www.vsww.ch)), de conférences, d'interviews et de participations à des débats.

la société a ainsi largement contribué

- à combattre des initiatives populaires et des référendums s'opposant à une politique suisse de sécurité moderne et
- à apporter des contributions de spécialistes à l'émergence d'une nouvelle politique de sécurité et d'une armée formée et équipée de manière à être crédible.

### Notre vision d'avenir

Par notre action, nous souhaitons contribuer à

- la réussite de l'instauration d'un consensus national assis sur de larges bases pour que la Suisse s'affirme elle-même en tant que puissance militaire et
- ce que l'intégration sociale, économique et politique de notre armée de milice reste intangible à l'avenir aussi.

### Notre financement

Nous nous finançons grâce aux cotisations des adhérents, au mécénat, aux dons et aux legs.

### Nos publications

Vous les trouverez sur le site Internet: [www.vsww.ch](http://www.vsww.ch)

### Pour nous joindre

Société de politique de sécurité et d'études militaires,  
case postale 65, 8024 Zurich

téléphone: 044-266 67 67 ou fax: 044-266 67 00

Compte postal 80-500-4, Credit Suisse Zurich,  
IBAN: CH 36 0483 5046 8809 0100 0